

Chap 4 : Le contrat

2 compétences attendues → Savoir analyser et évaluer les conditions de validité d'un contrat
→ Savoir identifier et analyser les clauses d'un contrat

Plan du chap :

- I – Concept de contrat
- II – Classification du contrat
- III – Validité du contrat
- IV – Clauses du contrat

I – Voir plan

Définition : Accord de volonté entre deux ou plusieurs personnes destiné à créer des obligations de droit

Vocabulaire à retenir :

« partie » : Est partie au contrat toute personne ayant consenti à un contrat notamment en y apposant sa signature

« obligation » : Lien juridique imposé au débiteur de faire, de ne pas faire ou de donner quelque chose

« débiteur » : Personne qui s'engage à réaliser une obligation au profit d'un créancier

(voir les dernières defs photo sur tel)

II – Voir plan

Principe : Selon le code civil, pour chaque contrat, il est possible d'attribuer 7 adjectifs cumulatifs selon 7 critères de classification

Choix des adjectifs : Pour chaque critère, choix entre 2 à 3 adjectifs

Intérêt de la classification : Déterminer l'ensemble des lois applicables pour chaque catégorie de contrat

1er critère :

- Synallagmatique : Chaque partie a une obligation envers son cocontractant
- Unilatéral : Une seule partie s'engage

2ème critère :

- De gré à gré : Les clauses sont librement négociées entre les parties
- D'adhésion : Les conditions générales sont déterminées à l'avance par l'une des parties qui bénéficie d'un certain poids économique

3ème critère :

- Consensuel : Formé par la seule volonté des parties
- Solennel : Nécessité d'un écrit ou la mise en œuvre d'une procédure de passation obligatoire
- Réel : Formation du contrat du fait de la remise de la chose, objet du contrat

4ème critère :

- À exécution successive : Au moins une obligation qui s'exécute en plusieurs actes échelonné dans le temps
- À exécution instantanée : Exécution du contrat en une prestation unique

5ème critère :

- A titre onéreux : Contrat dans lequel chaque partie reçoit un avantage équivalent
- A titre gratuit : Contrat dans lequel une seule partie tire profit du contrat

6ème critère :

- Commutatif : Contrat dans lequel les obligations sont déterminées et certaines dès la conclusion du contrat
- Aléatoire : Contrat dans lequel la portée des obligations n'est pas connue lors de la conclusion du contrat

7ème critère :

- Nommé : Contrat encadré spécifiquement par la loi
- Innommé : Contrat qui n'est pas soumis à une législation spécifique

Selon la qualité des parties :

- Intuiti personae : Contrat conclu en fonction des qualités spécifiques de la personne
- Non intuiti personae : Contrat conclu indépendamment des qualités de la personne

Exercice :

1. Contrat d'assurance : synallagmatique, adhésion, solennel, exécution successive, onéreux, aléatoire, nommé

2. Contrat abo salle de sport payer en une fois : Synallagmatique, adhésion, consensuel, exécution successive, a titre onéreux, commutatif, nommé
3. Contrat de soin (visite médicale chez notre médecin traitant) : synallagmatique, adhésion, consensuel, exécution instantanée, titre onéreux, , nommé

III – Voir plan

Principe : Tout contrat doit respecter 3 conditions cumulatives de validité

Conséquence : L'absence d'une seule condition suffit pour conduire à la nullité du contrat

Identification des 3 conditions :

1. Le consentement
2. La capacité juridique
3. Contenu du contrat

Consentement : 2 principes caractérisants le consentement :

1. La personne doit donner librement son consentement (abs de vice du consentement, voir en dessous)
2. La personne doit être saine d'esprit

3 vices :

1. L'erreur : Fausse représentation involontaire de la réalité
2. Le dol : Manoeuvres frauduleuses, mensonges, omissions volontaires sans lesquelles la partie n'aurait pas contracté
3. La violence : Pression physique, morale ou économique inspirant une crainte pour la partie ayant contracté

Capacité juridique : Définition : Aptitude à être titulaire de droits et de les exercer librement

Les 3 principes :

1. Seules les personnes capables peuvent contracter
2. Les incapables ne peuvent pas contracter
3. Sont incapables : les mineurs non émancipés et les majeurs protégés

L'exception : Possibilité de contracter pour un incapable que pour les actes de faible prix et de la vie courante

Définition « personne morale » : Groupement doté de la personnalité juridique et généralement composé d'un groupe de personnes physiques réunies pour accomplir quelque chose en commun

2 principes pour reconnaître la capacité juridique :

1. Les actes doivent être pris par les organes de direction au nom de la personne moral
 2. L'acte doit être utile à la réalisation de l'objet économique de la personne morale
-

Principe de l'objet du contrat :

- Définition : Ce sur quoi porte le contrat ; les obligations définies dans le contrat
- 3 principes juridiques : Ne pas être contraire à l'ordre public, Être humainement possible déterminé ou déterminable, Le prix demandé au titre du contrat ne doit pas être dérisoire ou illusoire

Sanction pour non respect des conditions de validité :

- Principe : Le non respect des conditions de validité emporte la nullité du contrat
- Effet de la nullité : Annulation rétroactive du contrat (disparition des effets du contrat et remise en état des parties grâce aux restitutions)

Les régimes de nullité pour non respect des conditions de validité :

- Principe : Le non respect des conditions de validité emporte la nullité du contrat
- 2 Régimes juridiques :
 1. Le régime de la nullité absolue qui vise à sanctionner les manquements les plus graves pour la vie des affaires
 2. Le régime de nullité relative qui vise à protéger les intérêts des parties les plus vulnérables dans la relation contractuelle

Nullité relative :

2 cas de mobilisation :

1. Vices de consentement
2. Incapacité

2 auteurs de la demande de nullité :

1. La victime du vice
2. L'incapable (par l'intermédiaire de ses représentants juridiques)

Nullité absolue :

Cas de mobilisation : Illicéité de l'objet de l'objet du contrat

Auteur de la demande de nullité : Toute personne ayant un intérêt même si elle n'est pas partie au contrat

Prescription des actions en nullité :

Principe : 5 ans à partir de la découverte de la cause de la nullité sans dépasser les 20 années qui suivent la formation du contrat

2 exceptions :

1. Délai court le jour où la violence cesse
2. Délai court le jour où l'incapacité cesse

IV – Voir plan**Les principales clauses dans les contrats entre professionnels**

Clause de dédit : Clause permettant de rompre le contrat avant son terme mais en prévoyant un dédommagement à la charge de celui qui rompt le contrat.

Clause réserve de propriété : Clause par laquelle le vendeur reste propriétaire du bien vendu jusqu'au paiement intégral du prix.

Clause de renégociation : Clause imposant aux parties de réviser le contrat si des données essentielles à son équilibre viennent à changer.

Clause limitative de responsabilité : Clause par laquelle le débiteur limite sa responsabilité en cas d'inexécution ou mauvaise exécution du contrat. La clause ne peut pas porter sur l'obligation essentielle du contrat.

Clause exclusive de responsabilité : Clause par laquelle le débiteur exclut toute responsabilité en cas d'inexécution ou mauvaise exécution du contrat. La clause ne peut pas porter sur l'obligation essentielle du contrat.

Clause résolutoire : Clause par laquelle le contrat peut être rompu de plein droit suite à un manquement à une obligation ; elle doit être claire et précise et obligatoirement contenir l'expression « résolution de plein droit ».

Clause pénale : Clause par laquelle les parties déterminent le montant pécuniaire de la sanction en cas de manquement à une des obligations.